

Type d'acte	An	Mois	Jour	N° Acte	Titre de l'Acte	Envoyé en préfecture le 18/04/2019
ARR	2019	04	18	10	PORTANT MISE A JOUR DE LA CARTE COMMUNALE	Reçu en préfecture le 18/04/2019
						Affiché le
						ID : 026-212601330-20190418-ARR10-AR

Annule et remplace acte N°8

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE FAY-LE-CLOS (DROME)

- VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-60 et R153-18, ainsi que les articles L151-43 et R151-51 relatif au contenu des annexes de la carte communale ;
- VU** la délibération du conseil municipal en date du 30 octobre 2012 approuvant la carte communale ;
- VU** l'arrêté préfectorale n°26.2018.10.02.025 du 2 octobre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Fay-le-Clos ;
- VU** les plans et documents annexés au présent arrêté ; (plan et liste des SUP fournis par la DDT/SATR/PA)

ARRETE

Article 1 :

La carte communale de la commune de Fay-le-Clos est mise à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe de celui-ci, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 :

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie et en préfecture.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant 1 mois.

Article 4 :

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à M. le Directeur départemental des Territoires.

Fait à FAY-LE-CLOS, le 18/04/2019

Acte rendu exécutoire après :

— /publication et notification le 18/04/2019

Le Maire
Odile CHAMPET





PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale 26/07

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux
Tél. : 04.75.82.46.46
Fax : 04.75.82.46.49
Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26.2018.10.02.085

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Fay-le-Clos**

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 à R.555-31 ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 20 août 2018 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 20 septembre 2018 ;

Considérant que selon l'article L.555-16 du Code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du Code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555-16, trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation, sont définis ; les critères de ces périmètres sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Fay-le-Clos

Code INSEE : 26133

Canalisation de transport d'hydrocarbures liquides, propriété de la Société du Pipeline Méditerranée Rhône (SPMR) dont le siège social est 7-9 rue des Frères Morane, 75 738 PARIS CEDEX 15 et exploitée par :

SOCIETE DU PIPELINE MEDITERRANEE RHÔNE
1211 Chemin du MAUPAS
38 200 VILLETTE-DE-VIENNE

• **Ouvrages traversant la commune**

Néant

• **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
				SUP1	SUP2	SUP3
B1	83	406	Enterré	145	15	10

• **Installations annexes situées sur la commune**

Néant

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du Code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du Code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du Code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du Code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du Code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-30-1 du Code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du Code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.554-60 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de Fay-le-Clos.

Article 6 – Délais et voies de recours

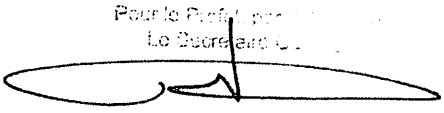
Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

Article 7 – Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Fay-le-Clos, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de SPMR,

Valence, le 02 OCT. 2018

Le préfet,

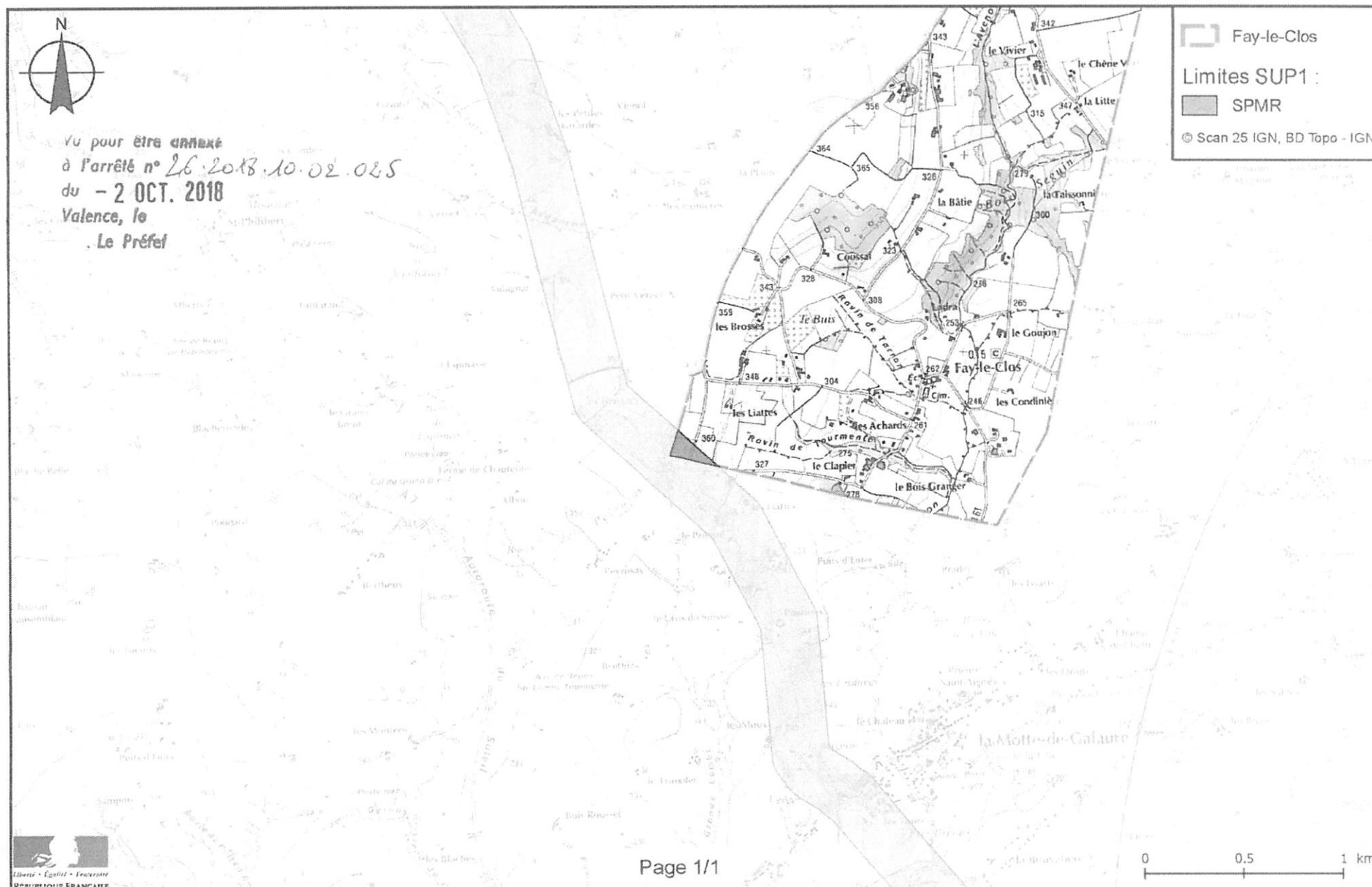
Pour le Préfet, par 
Le Secrétaire Général

Patrick VIEILLESCAZES

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- *la préfecture de la Drôme*
- *la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes*
- *l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée*

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Valence, le **18 FEV. 2013**

COMMUNE DE FAY-LE-CLOS

CARTE COMMUNALE

APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : **délibération du conseil municipal du 30 octobre 2012**

Date de transmission au Préfet : **20 novembre 2012**

Date de l'arrêté préfectoral pour accord : **27 décembre 2012**

Mesures de publicité :


- . Affichage en mairie : **3 janvier 2013**
- . Insertion dans la presse : **14 janvier 2013**

Contrôle de légalité

- . Date de la lettre au maire :
- . Observations :

<i>Date à laquelle la délibération devient exécutoire</i>	<i>14 janvier 2013</i>
--	-------------------------------

P/la Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Planification, par intérim


Claudie BUARD

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des Territoires
et aménagement du territoire et des risques

Affaire suivie par : Christine CHUILON
Tél. : 04 81 66 81 18
Fax : 04 81 66 80 80
courriel : christine.chuilon@drome.gouv.fr

Valence, le 27 DEC. 2012

Arrêté n° 2012362-0009
Portant approbation de la carte communale de FAY-LE-CLOS

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 124-1 à L 124-4 et R 124-1 à R 124-8 concernant les cartes communales,
VU la délibération de la commune de Fay-le-Clos décidant l'élaboration de la carte communale le 4 août 2006,
VU l'arrêté municipal du 18 juin 2012 mettant à l'enquête publique la carte communale,
VU le rapport du commissaire enquêteur,
VU le dossier technique,
VU la délibération du conseil municipal de Fay-le-Clos approuvant la carte communale en date du 30 octobre 2012,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme,

ARRETE :

Article 1er : la carte communale de la commune de FAY-LE-CLOS, créée par délibération du conseil municipal en date du 30 octobre 2012, est approuvée et fait l'objet d'un avis favorable de l'État.

Article 2 : le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Mention de l'affichage du présent arrêté et de la délibération d'approbation du conseil municipal de Fay-le-Clos sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois suivant sa notification.

Article 4 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Valence, le 27 DEC. 2012
Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,
Le Directeur du Cabinet


Paul-Marie CLAUDON

DE LA COMMUNE DE FAY-LE-CLOS

SEANCE DU 30 OCTOBRE 2012NOMBRE DE MEMBRES :

-afférents au CM = 11
-en exercice = 11
-présents = 09
-Votants = 10

DATE DE LA CONVOCATION :

25 octobre 2012

OBJET DE LA DELIBERATION :

APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE

L'an deux mille douze et le trente du mois d'octobre à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Odile CHAMPET, Maire.

Présents : MMes BERNET Lydie, BONNET Marie-Hélène, CHAMPET Odile, MM. BABOIN Vincent, BRONNER Georges, GLANGER Gérard, ILTIS Jean-Pierre, MOURIER Jean-Louis, OGIER Christian.

Absents excusés : BABOIN Gilles, BERRUYER Jean-Gilles.

Absents non excusés : /.

Procurations : BERRUYER Jean-Gilles à MOURIER Jean-Louis.

Secrétaire : BONNET Marie-Hélène.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2121-29

Vu les articles L.124-1 et suivants, et R 124-4 et suivants du code de l'urbanisme

Vu la délibération décidant de l'élaboration d'une carte communale

Vu le rapport du commissaire enquêteur rendu suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 9 juillet 2012 au 11 août 2012 (arrêté du maire du 18 juin 2012)

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité de ses membres :

- DECIDE d'approuver la carte communale annexée à la présente délibération, en y apportant toutefois quelques modifications mineures pour tenir compte des observations émises au cours de l'enquête et des conclusions du commissaire enquêteur.

- DIT que ce document sera adressé à Monsieur le Préfet de la Drôme afin de recueillir son accord sous forme d'arrêté préfectoral.

- DIT que les dispositions de la carte communale seront applicables à compter de la publication de l'arrêté préfectoral au recueil des actes administratifs de la préfecture, de l'affichage en mairie de la délibération et de l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale, de l'insertion d'une mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

- DIT que la carte communale approuvée par le conseil municipal et le Préfet sera tenue à la disposition du public en mairie et à la Direction Départementale des Territoires, aux heures et jours habituels d'ouverture,

-DECIDE, conformément à l'article L 421-2-1 du code de l'urbanisme: de laisser à l'Etat la compétence des actes en matière d'occupation des sols.

Ainsi fait et délibéré à FAY-LE-CLOS, les jour, mois et an susdits.

Pour copie certifiée conforme,
FAY-LE-CLOS, 5 novembre 2012
Acte rendu exécutoire après
transmission pour contrôle de légalité en
Préfecture le
et la Publication et notification le
Visa de la Préfecture le

Le Maire,

O. CHAMPET

